

L'ÉDUCATION AU BURKINA FASO : L'IMPORTANCE DE CONCILIER UNE ÉDUCATION À LA FOIS MODERNE ET TRADITIONNELLE

Posté le 2 mai 2013



Editorial

Le Burkina Faso, connu comme le « pays des hommes intègres », est souvent représenté par des statistiques défavorables qui ne mettent pas en avant sa force. Toutefois, il est vrai qu'après le Niger, le Burkina Faso est le deuxième pays au monde à enregistrer les plus mauvais résultats en termes d'abandon scolaire, selon les statistiques de 2004 de l'UNICEF. Au cours des dix dernières années, le taux d'inscription a augmenté de 40% à 79%, mais il reste relativement bas. Les infrastructures sont un réel problème. En effet, même si 100 000 enfants réussissent à obtenir leur certificat, seulement 10 000 peuvent être accueillis pour continuer leur scolarité. Le gouvernement est conscient de ce problème d'infrastructure et consacre 16% du budget national à l'éducation. Auparavant, les aides internationales permettaient de couvrir 30% des dépenses en termes d'éducation, mais aujourd'hui elles ne couvrent plus que 10%.

Lors du séminaire, les participants ont tout de suite ressenti le conflit sur le système éducatif au Burkina Faso, à savoir le conflit entre l'éducation issue des savoirs traditionnels et l'éducation moderne. Il semblerait que ce conflit s'applique également à d'autres pays africains. Sur 16 millions d'habitants, près de 80% travaillent dans le secteur primaire (contre 3,4 % dans le secteur secondaire et 16,4% dans le secteur tertiaire). Malgré les efforts des différents acteurs, l'enseignement dans les écoles ne parvient pas à s'adapter aux aspirations et aux rythmes des communautés, notamment en milieu rural. Cela signifie pour les enfants que s'ils souhaitent acquérir des connaissances en agriculture, ils sont obligés de manquer l'école lors de la période des semailles. Dans le peuple Peul, si les enfants souhaitent apprendre des notions d'élevage de leur famille ou de leur communauté, ils doivent trouver un moment en dehors de l'école pour le faire car le programme académique n'inclut pas ce type de connaissances.

Dans ce contexte, la nécessité de concilier une éducation traditionnelle et moderne apparaît essentielle. Comme nous l'a dit un père de famille burkinabé vivant en situation d'extrême pauvreté : « *L'avenir de nos enfants se situe dans l'agriculture et l'élevage.* » L'Union Africaine a formulé une recommandation pour que les pays africains s'occupent eux-mêmes des programmes éducatifs et des stratégies éducatives et pour qu'ils ne dépendent pas des stratégies des donateurs, qui souvent accordent des aides pour atteindre leurs propres objectifs. En effet, l'aide étrangère devrait accompagner les objectifs fixés par chaque pays. Toujours selon les recommandations de l'Union Africaine, ces objectifs devraient prendre en considération l'héritage culturel de chaque pays.